

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/HRV/20**

29 juillet 1996

(96-3007)

---

Original: anglais

## ACCESSION DE LA CROATIE

### Communication de la Croatie

Le Ministère de l'économie de la République de la Croatie a fait parvenir au Secrétariat la note ci-après concernant le régime fiscal intérieur.

---

### REGIME FISCAL INTERIEUR

L'impôt sur les bénéfices en République de Croatie est régi par la Loi concernant l'impôt sur les bénéfices (Journal officiel de la République de Croatie n° 35/95, édition révisée). La base d'imposition équivaut à la différence entre les fonds propres investis dans les activités de l'entreprise au début et à la fin de la période de taxation, majorée ou minorée conformément aux dispositions de ladite loi. Le taux d'imposition est de 25 pour cent.

Le revenu des personnes physiques est imposé conformément aux dispositions sur la Loi concernant l'impôt sur le revenu (Journal officiel de la République de Croatie, n° 25/95, édition révisée, correction 52/95). La base d'imposition équivaut au total des revenus que le contribuable réalise grâce à un travail salarié, ses actifs et son patrimoine, moins les pertes transférées et les abattements personnels. Le taux est de 25 pour cent de la base d'imposition jusqu'à concurrence du triple de l'abattement personnel minimum, et de 35 pour cent au-delà.

L'impôt sur le chiffre d'affaires afférent aux produits et aux services prélevé conformément aux dispositions de la Loi sur le chiffre d'affaires afférent aux produits et aux services (Journal officiel, n° 95/94, 34/95 et 19/96), les taxes spéciales relevant des dispositions de la Loi relative aux taxes spéciales sur certains produits (café, produits pétroliers, bière, boissons non alcoolisées, alcools, voitures neuves importées et produits du tabac) et la TVA perçue en application des dispositions de la Loi relative à la taxe sur la valeur ajoutée (Journal officiel, n° 47/95) qui entrera en vigueur le 1er janvier 1997, constituent dans leur intégralité des recettes publiques (ressources budgétaires).

La Loi sur le financement des divisions autonomes et des collectivités locales (Journal officiel de la République de Croatie, n° 17/93) régit le financement des divisions autonomes et des collectivités locales ainsi que la répartition des recettes communes.

Selon les dispositions de l'article 45 de la Loi, les recettes provenant de l'impôt sur les bénéfices et de l'impôt sur le revenu sont réparties entre l'Etat, les municipalités, les villes et les comtés. Pour l'impôt sur les bénéfices, la part des municipalités et des villes se monte à 20 pour cent tandis que celle des comtés est de 10 pour cent. En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, les recettes se répartissent comme suit: 20 pour cent pour les municipalités et les villes, 5 pour cent pour les comtés et 45 pour cent pour la ville de Zagreb.

Le produit des taxes communes perçues sur le territoire des divisions autonomes et collectivités locales est réparti selon des pourcentages déterminés.